

donnés? Toutefois, la violence n'apparaît pas seulement comme une pathologie du corps social, elle imprègne aussi le quotidien (le violent « se recrute » souvent dans la même aire de proximité que le conjoint...), elle modèle les comportements au sein d'une société pauvre, dure à l'étranger, à la femme, à l'isolé, et très inégalitaire, où la vie est un bien précaire: Jean Quéniart montre que la violence constitue mieux qu'un « prétexte » pour comprendre cette société.

Bruno ISBLED

Jacqueline SAINCLIVIER, *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*. Presses universitaires de Rennes, 1993, 322 p. in-8°.

Thèse universitaire achevée et soutenue en 1978, *La Résistance* de Jacqueline Sainclivier constitue avant tout une étude sociologique de ceux qui se sont dits « Résistants », étude qui prend en compte l'évolution chronologique de ces quatre années d'occupation et analyse avec finesse les différentes structures départementales de la Résistance.

L'essentiel de la documentation exploitée provient des dossiers des combattants volontaires de la Résistance constitués par leurs auteurs entre 1950 et 1960 en vue d'obtenir leur reconnaissance de Résistants: sur 1 350 dossiers existants, l'auteur a retenu 1 329 dossiers utiles. C'est assurément un chiffre inférieur à la réalité car, rappelle-t-elle, tous les Résistants n'ont pas déposé de demande; et bien des personnes, à un moment ou à un autre, ont aidé les Résistants sans avoir d'activité continue dans la Résistance.

La connaissance interne de la Résistance — bien que renforcée par le témoignage de 75 Résistants — reste soumise à l'érosion du temps. Les archives publiques tentent d'y remédier: rapports des cabinets de préfet qu'il convient parfois de lire « entre les lignes »; archives des commissariats de police et des renseignements généraux très inégalement conservées; comptes rendus prudents de gendarmerie... Complément indispensable des archives françaises, les archives allemandes, conservées au centre des archives militaires de Fribourg-en-Brigau et au Centre des archives de Coblenz, ont fourni à l'auteur des renseignements essentiels sur les activités des Résistants à partir des journaux de marche de l'armée allemande. La presse clandestine, mal conservée en région, ne permet que des vues générales et non régionales ou locales; par contre des documents d'origine privée facilitent la connaissance de certains mouvements, tel Libération-Nord.

L'ouvrage de Jacqueline Sainclivier comprend trois parties bien équilibrées: entre *les débuts de la Résistance en Haute-Bretagne*, le

*renforcement de la Résistance et la Libération*, l'auteur fait une brillante analyse sociologique et géographique de la Résistance. Chaque partie s'achève par un texte concis et pertinent de conclusion.

Il n'est pas possible de résumer ici la richesse de la documentation exploitée. Du moins peut-on fournir les conclusions.

— 1940 : naissance d'une Résistance individuelle, premiers pas de la Résistance communiste ;

— 1941 : début d'organisations ou de réseaux rattachés soit aux Britanniques, soit au B.C.R.A. La Résistance communiste s'ouvre aux non-communistes avec la création du F.N. et des F.T.P.F.

— 1942 : intensification de l'action et de la repression.

— 1943 : institution du S.T.O. (service du travail obligatoire en Allemagne) qui fait l'objet de contre-campagnes de propagande et contribue à la constitution de maquis.

— 1944 : épanouissement de la Résistance et participation aux « combats » de la Libération.

La participation communiste à la Résistance a particulièrement retenu l'attention de l'auteur. En 1940-1941, les Allemands « estimaient que le P.C.F. était à cette époque la seule force politique capable d'organiser rapidement les Français qui cherchaient une issue à la situation née de la défaite ». Le Front national est créé le 5 mai 1941 par le Parti communiste français et l'activité des communistes est renforcée par l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. Dans le département, les groupes du F.N. se constituent à partir du second semestre de 1941. F.N. et F.T.P. continuent par la suite d'être totalement indépendants par rapport aux autres mouvements, les F.T.P. se plaignant même de manquer d'armes que reçoit l'A.S. (Armée secrète), l'autre mouvement paramilitaire.

D'abord favorable puis neutre vis-à-vis du régime de Vichy, l'opinion publique s'est progressivement modifiée en faveur de la Résistance. A partir de 1943 et surtout de 1944, les Résistants ont trouvé une complicité accrue parmi la population. Il est certain que plus que les événements, c'est le développement du S.T.O. qui a accéléré ce changement, même si les réfractaires du S.T.O. sont loin d'avoir tous opté pour la Résistance.

Jusqu'en 1942, seules sont atteintes par la Résistance les zones les plus à gauche du département ; à partir de 1943, les régions modérées et même à droite sont également touchées. De nombreuses cartes permettent de suivre cette évolution.

Si la plupart des catégories socio-professionnelles participent à la Résistance proportionnellement à leur place dans la population départementale, certaines se distinguent par leur absentéisme, ainsi les agriculteurs et les employés du secteur privé, d'autres par une présence massive

inhabituelle, ainsi les ouvriers, les commerçants et artisans, les sous-officiers.

La conclusion à laquelle parvient Jacqueline Sainclivier pourrait paraître étonnante à certains, notamment les générations d'après-guerre : « Quel que soit le recensement auquel on se réfère, les Résistants représentaient donc moins de 1% de cette population. On est donc loin de l'unanimité des Français, tous Résistants ou presque, tel que cela a pu être décrit ou dit souvent après la fin de la seconde guerre mondiale. Il nous semble nécessaire ici de dire avec force que la Résistance n'a été le fait que d'une *minorité*. Minorité assurément en ce qui concerne « la Résistance active, consciente, organisée » mais, ajoute l'auteur, « aurait-elle pu exister, cette Résistance sans la complicité tacite et silencieuse de l'ensemble de la population, et particulièrement des agriculteurs et de la classe ouvrière ».

Pour tous ceux qui ont vécu cette période troublée, souvent dramatique, cette complicité, et aussi — il faut savoir le dire — le refus de cette complicité ou le plus souvent une neutralité de survie, ont contribué à créer les conditions de la vie quotidienne. Il était fort utile que statistique et sociologie contribuent à éclairer l'histoire.

Jacques CHARPY

Alain CROIX, *L'âge d'or de la Bretagne, 1532-1675*. Rennes, éditions Ouest-France, 1993, 579 pages, 22 graphiques.

Cet ouvrage est le septième volume de l'*Histoire générale de la Bretagne* de la collection Ouest-France et, du même auteur, un livre intermédiaire par ses dimensions entre une thèse monumentale d'une part, et l'extrême concision d'un « Que sais-je ? » (1), de l'autre.

Le plan combine quatre parties thématiques, politique, économie, société et démographie, culture, ponctuées par un regard sur la fin de la période étudiée. L'auteur accorde d'abord une large place à l'organisation politique et ne dédaigne pas l'étude d'un événement comme la guerre de la Ligue. Le poste du gouverneur, qui octroyait d'importants pouvoirs militaires, est resté pendant plusieurs générations dans la descendance de l'ancienne maison de Penthièvre, dont la résurgence des prétentions sur le duché était toujours possible en fonction des circonstances et des rapports de forces. Dès 1589 des Bretons se doutaient des espoirs que nourrissait

(1) A. CHÉDEVILLE, A. CROIX, *Histoire de la Bretagne*, P.U.F., Que sais-je ?, 1993, 127 p.